

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2013  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
POUR L'ANNÉE 2014  
(LIMOUSIN)  
NOR : ASET1450014M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

La FRB Limousin ;

La CAPEB Limousin ;

La FSCOP Limousin,

D'une part, et

L'URCB CFDT Limousin ;

L'URB CFTC Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 1.31 de la convention collective nationale des ouvriers du bâtiment, en date du 8 octobre 1990, le montant des petits déplacements, pour toutes les entreprises quel que soit leur effectif, applicables dans la région Limousin, sont modifiés ainsi qu'il suit :

1. Indemnité de repas au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : sous-zones 1A, 1B et autres zones : 10,49 €.

Il est rappelé que l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

2. Indemnité de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- sous-zone 1A : 0,71 € ;
- sous-zone 1B : 1,58 € ;
- zone 2 : 4,81 € ;
- zone 3 : 7,99 € ;
- zone 4 : 11,21 € ;
- zone 5 : 14,40 €.

3. Indemnité de trajet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

- sous-zone 1A : 0,71 € ;
- sous-zone 1B : 1,60 € ;
- zone 2 : 3,30 € ;
- zone 3 : 4,70 € ;
- zone 4 : 6,11 € ;
- zone 5 : 7,55 €.

## **Article 2**

Les présentes dispositions entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **Article 3**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Limoges, le 6 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)